

Le bal des tricheurs

Paris, 12 décembre 2015. On danse, on chante dans les rues. La raison ? Le climat est sauvé. Ou, à tout le moins, il y a un accord à cette fin. La sempiternelle opposition entre pays développés et ceux souhaitant le devenir a enfin pu être contournée. Comment ? En demandant à toutes les parties de soumettre une contribution volontaire pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Objectif : limiter ce réchauffement à 2° pour la fin du siècle. Et ça a marché. La plupart des parties ont soumis leurs contributions – y compris un volet pour l'adaptation - et approuvé l'accord. C'est la fête pour de nombreux militants du climat. L'ONG Avaaz titre sur son site : *Victoire ! La fin des carburants fossiles a commencé. Un tournant massif et brillant dans l'histoire de l'humanité.* Et de s'attribuer une bonne partie du succès. Lorsque le ministre indien des finances s'oppose à un programme à 100% d'énergies propres, Avaaz a filmé Chennai sous les eaux et a projeté les images sur un écran dans le site des pourparlers, accompagnés de messages issus de toute l'Inde. Le lendemain le premier ministre indien, Modi, changeait d'avis. Ce n'était qu'un début. Leurs marches, messages et leurs appels vidéo sont diffusés en boucle juste en dehors de la principale salle de négociation. Leurs appels sont constamment rappelés aux chefs d'états, ministres et à leurs équipes. Dans le plus pur style *western*, ils placardent dans Paris des affiches *wanted* à l'effigie de ceux qu'ils considèrent comme les principaux représentants des industries fossiles et climato-sceptiques. Après avoir identifié l'Argentine et l'Arabie Saoudite comme des obstacles majeurs à l'accord, les membres d'Avaaz déclenchèrent des actions massives dans ces deux pays. Le président argentin, qui s'était engagé en faveur des énergies renouvelables est inondé de messages jusqu'à ce qu'il envoie une délégation à Paris. L'Arabie Saoudite réagit en menaçant l'ONG de poursuites judiciaires. Laquelle se targue d'avoir reçu les remerciements de la délégation allemande pour le support reçu à sa propre action.

La John Ray Initiative, fondée par John Houghton titre sur son site que l'accord climatique a besoin de prêtres et de prophètes.

Certainement, le Pape François se réjouit aussi, lui qui s'était publiquement inquiété d'un possible échec de la conférence. Le dimanche suivant, après la prière de l'Angelus, il exhorte la communauté à poursuivre sur le chemin tracé lors de la conférence¹.

Avant celle-ci le cardinal Turkson, bras droit du Pape en matière d'environnement, son collaborateur principal pour l'encyclique *Laudato Si'* et son délégué à la COP21, avait envoyé une lettre interne à environ cinq mille évêques leur rappelant qu'il n'était pas suffisant de compter sur les dirigeants politiques pour arriver à une justice environnementale. Supportant les marches en faveur du climat prévues de par le monde, il invitait chaudement les évêques à donner leur support en prières, mots et actions, qualifiant les marches de défense de la citoyenneté environnementale globale, appelant les marcheurs à prier.

La présidente de l'AAAS, la géologue Marcia McNutt, avait écrit en juillet dans *Science* un éditorial intitulé *Au-delà des deux degrés de l'inferno*, dans lequel elle se demande *dans quel cercle de son enfer Dante nous placerait, nous qui empruntons sur la Terre au nom de la croissance économique, accumulant une dette environnementale en brûlant des carburants fossiles, en laissant nos enfants et petits-enfants en porter les conséquences. Il faut agir maintenant, pour sauver les générations futures des conséquences de l'inferno de plus de deux degrés.*

Car la nouvelle était tombée : les participations volontaires soumises par les participants à la conférence ne sont pas suffisantes pour limiter le réchauffement de la terre à deux degrés. *Le*

1 Selon le rapport de la délégation des franciscains.

temps des débats est terminé, dit McNutt, l'action urgente est nécessaire. Elle applaudit aux positions du Pape, bien conseillé par l'académie pontificale et se lamente de la faiblesse de son pays dans la lutte, les États-Unis.

Le même mois, à l'initiative de Nicolas Hulot, *Envoyé spécial du Président de la République française pour la protection de la planète*, se tint à Paris un « Sommet des Consciences pour le Climat », organisé par le groupe Bayard - éditant notamment le journal *La Croix* -, l'ARC, le CESE² et R20 (Regions of Climate Action), ONG fondée par Arnold Schwarzenegger. L'ancien gouverneur de Californie, absent, envoya toutefois une vidéo de soutien au sommet. On y entendit, outre les représentants politiques français - le président François Hollande, la ministre de l'environnement Ségolène Royal, le ministre du développement Laurent Fabius - quelques dizaines de personnalités étrangères, dont notamment : Michael Higgins, président de la république d'Irlande, le Prince Albert de Monaco, Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, le Patriarche Œcuménique Bartholomée, le Cardinal Turkson, le Rabin David Rosen, Edgar Morin, des dirigeants indigènes de l'Amazonie et l'inéluctable Vandana Shiva. Celle-ci déclare que la compassion est le véritable test de notre humanité et elle affirme que deux-cents fermiers indiens se sont récemment suicidés en Inde faute d'eau salubre. Une accusation qui rappelle celle, très controversée, qu'elle lança contre les OGM Bt.

Dans son discours, le Cardinal Turkson pose la question : *que voulons-nous léguer ? Nous avons reçu un jardin pour foyer et nous transmettons une wilderness...* comprendre ici le produit d'une négligence. Et il ajoute : *dans le passé, nous avons parlé d'intendance³, maintenant nous devons parler de soucis* – care en anglais, le mot d'ordre du sommet est en effet "*The climate, why do I care*" ("*le climat, pourquoi je m'en soucie*"⁴). Dans un mouvement remarqué le gouvernement français accepte que la question soit envoyée par ses canaux diplomatiques aux délégations attendues à la COP21.

Martin Palmer, secrétaire général de l'ARC, souligne que *La France est l'un des gouvernements les plus sécularistes du monde et, venant du président et du gouvernement de la France, il est hautement inhabituel de voir ce niveau de coopération avec les principales religions du monde. De fait, tant Ségolène Royal que Laurent Fabius déclarèrent qu'il était sans précédent.*

Isabelle de Gaulmyn, rédactrice en chef au journal *La Croix*, fournit sur son blog une belle image d'ambiance :

Une moniale bouddhiste qui invite toute l'assemblée – ministres y compris- à respirer pour se mettre au diapason de la nature ; un hindou qui cite Gandhi pour appeler à convertir son attitude ; des enfants qui portent une planète terre symbolique au patriarche Bartolomeos devant un Laurent Fabius légèrement destabilisé... Une chose est sûre: ceux qui ont eu la chance d'assister au sommet des Consciences pour le Climat, mardi 21 juillet, au Conseil économique, social et environnemental, en sont sortis avec le sentiment d'avoir vécu un moment exceptionnel.

Exceptionnel d'abord, sur la forme. C'est la première fois, dans la France laïque, que le rôle des religions et spiritualités se trouve ainsi reconnu, et même célébré : dans un lieu aussi éminemment républicain, voir des bouddhistes en robe, des hindous en sari, des chamanes indiens avec leur coiffe en plumes, un mollah en turban, un rabbin avec sa kippa et des prélats en soutane, appeler, au nom de leur foi, à un autre rapport à la nature, sous le parrainage du président de la République venu ouvrir ce sommet, constitue sans aucun doute une première...Encore plus exceptionnelle, l'émotion perceptible des invités politiques présents

2 Conseil économique, social et environnemental, agence publique dirigée à l'époque par Jean-Paul Delevoye

3 stewardship

4 Traduction AFP

(de François Hollande à Michael Higgins, président de la République d'Irlande, en passant par Janos Pásztor, le secrétaire adjoint de l'ONU, Laurent Fabius et Ségolène Royal) à évoquer des sujets sous un angle pour eux inhabituel.

Avec une telle préparation, le succès de la COP21 n'était-il pas déjà assuré ?

*

Pourtant, à la lecture de l'accord, tout le monde ne bondit pas d'enthousiasme. La délégation franciscaine note, dans son rapport, que l'accord est faible car sur base totalement volontaire. Mais ils reconnaissent que l'accord est un développement important dans le débat sur les possibles solutions aux problèmes environnementaux. Et s'engagent à ne pas prendre de repos tant que les personnes vulnérables ne sont pas protégées, les pauvres achèvent un meilleur niveau de vie et notre maison commune, notre Sœur Mère la Terre, est entretenue et traitée avec la dignité qu'elle mérite. Et ils soulignent que le climat est un bien commun, appartenant à tous et destinée à tous. Et que nous sommes tous appelés à être les bons intendants de notre mère et sœur la Terre.

D'autres fulminent, à l'instar de James Hansen, l'homme à qui sa déposition au sénat américain en 1988 a valu le surnom de *pape du climat*. Pour lui, l'accord est une supercherie⁵. C'est bidon. C'est, de la part des parties prenantes, *bullshit*⁶ de prétendre qu'il y a un objectif de limiter le réchauffement à deux degrés, et puis de dire qu'on va essayer de faire un peu mieux tous les cinq ans.

Dieter Helm, sur son site, abonde dans le même sens. *Si vous croyez les politiciens qui y ont participé, dit-il, c'est un triomphe. Pour Obama, cela va sauver la planète*. Un président, pensons-nous, dont la sincérité en faveur de l'action climatique ne fait pourtant aucun doute. Qui se remarque notamment dans un discours courageux prononcé lors de l'inauguration de son second mandat, en 2013, qui annonce un chemin long et difficile, mais indispensable, vers des énergies durables. Discours se terminant par des mots ô combien évocateurs de l'intendance : *C'est ainsi que nous préserverons notre planète, sur laquelle Dieu nous a ordonné de veiller*⁷.

En réalité, poursuit Helm, Paris a montré l'ampleur de l'échec de la communauté internationale. La plupart des pays sont venus avec leurs propositions volontaires, non contraignantes et ne suffisant pas à limiter le réchauffement à deux degrés. La Chine ne propose aucun effort avant 2030, l'Inde rien de sérieux, et les États-Unis scellent le passage du charbon vers le gaz. Ceci n'a pas empêché les négociateurs de faire deux choses. D'abord faire du cirque de Paris un événement quinquennal, préservant l'activité de la bureaucratie onusienne et des ONG. Ensuite fixer un nouvel objectif à 1,5°. Si vous ne pouvez obtenir un objectif légalement contraignant à 2°, pourquoi ne pas faire adopter un objectif à 1,5° ?

Hansen et Helm ont raison. Il ne faut pas aller bien loin pour trouver la confirmation de l'échec. Il se trouve mentionné dans l'accord lui-même. Paragraphe 17 :

Note avec préoccupation que les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030 estimés sur la base des contributions prévues déterminées au niveau national ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2 °C, mais se traduisent par un niveau prévisible d'émissions de 55 gigatonnes en 2030, et note également que des efforts de réduction des émissions beaucoup plus importants que ceux associés aux contributions prévues déterminées au niveau national

5 a fraud. Interview au *Guardian*

6 Littéralement *merde de taureau*

7 John Houghton, *In the Eye of the Storm*, p255, Lion Book

seront nécessaires pour contenir l'élévation de la température de la planète en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels...

L'accord de Paris est donc un échec. Acté par la présidence du sommet elle-même. Ce qui n'a pas empêché de célébrer en fanfare son cinquième anniversaire, en 2020.

*

Il vaut la peine d'aller fureter dans les contributions volontaires (INDC⁸) pour se faire une idée de l'ampleur de la triche. Commençons par l'Arabie Saoudite. Sa contribution est trois fois bidon – au moins. D'abord, la participation à la lutte climatique est contingente à la poursuite d'une croissance économique basée sur une diversification économique et une contribution robuste des revenus tirés de l'exportation du pétrole. Dont l'empreinte carbone sera évidemment à charge des pays qui brûlent ce pétrole. Et sous la condition que l'impact des mesures climatiques ne pose pas de charges disproportionnées sur l'économie du Royaume. Finalement, les ambitions du royaume en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pourraient se monter jusqu'à 130 millions de tonnes équivalent carbone. C'est un plafond, pas un plancher.

L'Inde fait fort, sa contribution emplit trente-huit pages. Quant au contenu, nous trouvons page huit qu'elle considère n'avoir aucune obligation contraignante en matière d'atténuation. Si elle propose un objectif volontaire, c'est calculé en intensité d'émissions par rapport au produit intérieur brut. En clair, au plus l'économie indienne se développe, au moins elle doit réduire ses émissions. Elle peut même les augmenter... à condition que sa croissance économique soit plus rapide que celle de ses émissions. Et l'Inde se réjouit que l'UNEP, dans un rapport de 2014, a déjà reconnu que l'Inde était sur la bonne voie pour remplir sa - très modeste - contribution volontaire. Qui n'implique aucune réduction d'émissions. Et l'Inde souligne que ses émissions par tête de pipe sont bien en-dessous de celles des pays développés. Parce que, dit-elle, les indiens préfèrent un mode de vie respectueux de la nature plutôt que son exploitation. Oubliant au passage le formidable bond démographique de l'Inde qui relativise fortement l'importance de la remarque. Et à ses yeux, les pays occidentaux sont de toute façon les coupables du problème climatique. En développant leurs efforts en ligne avec leur responsabilité historique, ceux-ci devraient réduire le poids de leur action que doivent supporter les pays en voie de développement, en plus de trouver des ressources pour assurer ce développement. Le taux élevé de pauvreté dans le pays et la nécessité d'améliorer l'index de développement humain implique la mise en place de moyens de productions énergétiques très importants. L'Inde souligne la dépendance de ses efforts climatiques à la disponibilité d'un financement international et des transferts de savoir-faire technologique. Pour finir par espérer que les pays développés vont remplir leur engagement financier en matière d'aide au développement et de climat – sans mélanger les deux. Car on peut craindre de faire grand cas d'une aide climatique au pays du Sud qui serait en fait prélevée sur l'aide au développement.

La Chine, dans sa contribution volontaire, commence par se réserver le droit ... d'augmenter ses émissions jusqu'en 2030. Ensuite, comme l'Inde, elle a opté pour un engagement de réduction relatif au PIB. En 2014, il était déjà réduit de 33,8% par rapport à 2005. Elle s'efforcera de porter cette réduction à 65%. Pour quand ? On ne sait mais une note complémentaire suggère que la réduction pourrait déjà être de 57% dès 2030 et même de 82% en 2050. Sous réserve d'une croissance du PIB par habitant de 1103% sur la même période. Rappelons que cela n'implique pas une réduction d'émissions, mais une croissance économique plus rapide que les émissions. Et la Chine appelle les pays développés à prendre la tête de la lutte en

réduisant substantiellement leurs émissions et en fournissant l'assistance financière et technologique nécessaire aux pays en voie de développement. La Chine, elle, prendra les engagements internationaux qui correspondent à ses circonstances nationales, son niveau de développement actuel et capacités réelles en soutenant les actions d'atténuation et d'adaptation en renforçant une collaboration sud-sud. Elle se propose d'établir un fond sud-sud de coopération sur le problème climatique ... ce qui a fait craindre à beaucoup qu'elle tentait de profiter du problème pour accroître son propre contrôle sur les pays du sud. La Chine appelle à un accord contraignant et sa propre contribution est techniquement très sérieuse. Mais les échappatoires sont nombreuses. Elle ne tient que sur l'hypothèse d'une forte croissance économique qui en ferait, de toute façon, le plus gros émetteur de gaz à effet de serre. Elle se défend à l'avance en soulignant que ses émissions cumulatives, sur la période 1751-2030, seront encore inférieures à celles des États-Unis et de l'Europe, surtout en comptant par tête d'habitant. Pour la Chine comme pour beaucoup de pays du Sud, l'Occident restera à tout jamais coupable d'avoir fait la révolution industrielle. Ce qui ne les empêche de viser au même niveau de développement ... en toute innocence.

Le Brésil, qui fait l'effort méritoire de calculer sa réduction d'émissions en termes réels, indépendant du PIB, qui s'attend à un accord universel et légalement contraignant, n'en finit pas moins par un avertissement : *Les efforts d'atténuation climatiques du Brésil sont par leur type, ampleur et objectif au niveau de ceux des pays développés les plus responsables du changement climatique. Il est évident que le Brésil, quoi que consistant envers ses circonstances et capacités nationales, est beaucoup plus ambitieux que ce qui correspond à sa responsabilité quant au réchauffement global.*

L'Indonésie souligne la nécessité de rechercher un équilibre entre son développement actuel, son développement futur et ses objectifs de réduction de la pauvreté. En 2009, elle s'est engagée à réduire ses émissions de 26%, et même de 41% avec un support international pour 2020. Elle se dit encore plus audacieuse pour 2030, envisageant une réduction inconditionnelle de 29%. Oui, mais c'est par rapport au scénario *business as usual*, le plus catastrophique de l'ONU, celui qui reporte dans le futur les évolutions passées en matière de croissances démographique, économiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Le scénario tout-va-bien-et-on-ne-fait-aucun-effort. Une simple référence, politiquement peu réaliste. C'est une réduction par rapport à la hausse la plus catastrophique imaginable, ou il s'en faut de peu. En rien le gage d'une véritable réduction, même pas en termes de ratio avec le PIB. Et pourtant choisi comme référence par 45% des pays participants, selon le secrétariat de l'UNFCCC⁹.

La Malaisie fait un pied de nez aux opposants à l'huile de palme en soulignant qu'elle a pris les devants en matière de lutte climatique en développant des biocarburants à base de cette huile.

Les États-Unis affirment leur intention de réduire leurs émissions de 26-28% pour 2025 par rapport à 2005 et de faire leur *best effort* pour les réduire de 28%.

La Russie suggère que ramener ses émissions de gaz à effet de serre à 70-75% des niveaux de 1990 – avant l'effondrement de l'URSS et de ses industries – pour 2030 *pourrait* être un indicateur à long terme, soumis à la prise en compte maximale des capacités absorbantes des forêts. En clair, la Russie espère une comptabilité favorable de l'absorption de carbone par ses immenses forêts boréales pour atteindre ses objectifs *indicatifs*.

Dans le contexte climatique, personne ne semble vraiment se soucier de l'attitude de la Russie, qui fait profil bas. La population s'en fout, semble-t-il. Ce n'est pas à Moscou que l'on voit des manifestations climatiques immenses et aucune répression n'est en cause. Les russes,

9 Issue de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992, l'Unfccc est l'organisation onusienne qui gère les conférences des parties.

habités aux conditions climatiques extrêmes, vivant dans un pays immense et sous-peuplé, se sentent peu concernés par les problèmes environnementaux. Et espèrent sans doute toujours que le réchauffement climatique assurera l'extension de leurs forêts vers le nord, rendant tout effort de décarbonisation de la société russe anecdotique. Personne ne pense à aller lui chercher des poux. Personne ne veut réveiller l'ours qui dort pour lui demander des comptes climatiques.

Et la reine des tricheuses est ...l'Europe ! Son INDC a pourtant fière allure. Elle annonce une réduction des émissions d'au moins 40% par rapport à 1990. Elle souligne qu'elle a déjà réduit ses émissions de 19% malgré une augmentation du PIB de 44% depuis 1990. En apparence une belle performance. En fait, nous l'avons vu, c'est en grande partie dû à l'exportation d'une partie substantielle de son empreinte carbone vers des pays tels que la Chine et l'Inde. L'Europe affirme elle-même que ses émissions ont atteint un sommet en 1979 et décroissent depuis. Personne ne se souciait de réduire ses émissions en 1979. Certes, les chocs pétroliers ont induit quelques économies d'énergie, mais c'est fondamentalement la perte de ses industries qui donne à l'Europe une image faussement verte à bon compte.

*

Face à toutes ces manœuvres douteuses, aucun pays n'a protesté contre les affirmations discutables des autres.

Ah si, un pays a réagi. La Russie. Contre l'Ukraine qui, dans son INDC, affirme que l'annexion de la Crimée à la Russie est temporaire. La Russie prétend qu'elle a appliqué les principes de l'ONU en annexant la Crimée et l'Ukraine réplique en retour qu'elle fait toujours légalement partie de son territoire. C'est consternant et instructif. Consternant car la question climatique ne dépend pas de savoir si la Crimée est en Ukraine ou en Russie. Instructif car cela montre bien que les pays qui auraient voulu critiquer les combines des autres auraient parfaitement pu le faire. Mais il fallait un accord, même mauvais, diplomatie oblige. Les dernières émotions ont été liées aux transferts d'argent exigés des pays développés par ceux du Sud pour prix de leur participation. L'accord prévoit que les pays développés fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement. Et qu'ils devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique.

On comprend qu'il ne faut accorder aucun crédit à l'article deux de l'accord qui affirme qu'il vise à contenir l'élévation de température bien en-dessous de deux degrés par rapport aux niveaux préindustriels.

Personne n'a critiqué l'affirmation indienne quant au caractère non contraignant de l'accord. Personne ne s'est élevé contre les multiples tricheries, échappatoires et clauses suspensives présentes dans les contributions volontaires.

Les participants n'ont pour autant pas perdu le Nord post-moderne :

Les parties devraient *respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes¹⁰, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations.*

Il est également spécifié que le renforcement de la capacité des pays à mettre en œuvre l'accord devrait *représenter un processus efficace, itératif, participatif, transversal et sensible à l'égalité des sexes¹¹.*

10 Traduction discutable de *gender* (genre) qui désigne les constructions sociales et culturelles liées aux sexes biologiques et non ceux-ci.

11 Gender responsive. Sensible au genre, ce qui est différent de l'égalité des sexes.

L'importance de la conservation est formellement reconnue ainsi que de *veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre nourricière¹², et notant l'importance pour certaines de la notion de «justice climatique», dans l'action menée face aux changements climatiques.*

Quant à l'action pour l'adaptation, elle *devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes¹³, participative et totalement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, et devrait tenir compte et s'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et, selon qu'il convient, des connaissances traditionnelles, du savoir des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux, en vue d'intégrer l'adaptation dans les politiques et les mesures socio-économiques et environnementales pertinentes, s'il y a lieu.*

L'urgence climatique ne justifierait-elle pas la mise entre parenthèse de quelques droits fondamentaux, comme en cas de guerre ? Apparemment non. On peut s'en réjouir, vu l'inanité de l'accord.

12 Mother Earth dans l'original anglais

13 *Idem* note 766